



70^e session de l'Assemblée générale

6^e commission

Point 85 de l'ordre du jour

L'état de droit aux niveaux national et international

The rule of law at the national and international levels

(A/RES/69/123)

New York, le 14 octobre 2015

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

La Suisse tient en introduction à remercier le Secrétaire général pour son rapport annuel qui contient un excellent aperçu des nombreuses activités du système des Nations Unies concernant l'état de droit. Cela démontre le caractère transversal de cette thématique ainsi que les liens entre l'état de droit et les 3 piliers de l'ONU [paix et sécurité, droits de l'homme, développement].

Ma délégation souhaite aussi profiter de cette occasion pour remercier le Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit, présidé par le Vice-Secrétaire général et soutenu par le groupe sur l'état de droit (*Rule of law Unit*), pour tout le travail fourni en vue d'assurer la coordination et la cohérence au sein du système sur les questions liées à l'état de droit.

La Suisse salue la tenue de plusieurs excellents briefings informels co-organisé par le groupe sur l'état de droit (*Rule of law Unit*) en coopération avec l'Autriche, le Liechtenstein et le Mexique. Cela nous a donné l'opportunité d'aborder différents aspects de l'état de droit qui sont important pour le travail de l'ONU et nous espérons vivement que cette pratique continuera.

Afin d'informer nos délibérations, nous nous réjouissons que comme de coutume l'unité de l'état de droit vienne nous briefer.

Avant d'entrer dans le vif du sujet nous remercions OLA d'avoir introduit le rapport au nom du Vice-Secrétaire général et pour les remarques d'introductions sur le sous-thème choisi pour cette année. Ma délégation est très heureuse de ce choix. En effet, la confiance réciproque entre les acteurs de la codification est essentielle pour que la communauté internationale adopte des règles de droit qui soient *applicables* et *appliquées*.

[Plus ou moins de traités ?]

Permettez-moi deux constatations sur la codification aujourd'hui. Premièrement l'on évoque, de manière injustement péjorative, une inflation galopante du nombre de traités. Deuxièmement l'on se plaint au contraire qu'il devient de plus en plus difficile de parvenir à une codification, même sur des sujets qui le nécessitent pourtant urgemment.

Ces deux constatations ne sont antinomiques qu'en apparence. En effet, il est exact que la difficulté d'obtenir une adhésion suffisamment large sur des règles matérielles contraignantes pour la communauté des Etats augmente et que l'on se contente alors, au mieux, de *soft law*. Mais il n'est pas moins exact qu'en raison de la multiplication des problèmes à résoudre, les traités sont tout de même, heureusement, conclus en très grand nombre aujourd'hui. Il est même probable qu'une telle foison d'accords internationaux soit sans précédent dans l'histoire de la codification internationale. Cette évolution bénéficie notamment à la paix et à la sécurité internationale.

La complexification des processus d'établissement des traités, largement évoquée par le Secrétaire général au début de son Rapport, est cependant propre à démotiver. Nous devons mettre en œuvre tout ce qui semble propre à éviter qu'un découragement ne s'instille, au sein de l'ONU ou ailleurs. Il faut ainsi notamment améliorer la connaissance des processus de codification.

[Bonnes pratiques en matière de traités]

Dans le but de renforcer l'état de droit dans sa pratique relative aux traités, la Suisse tient à disposition, également sur Internet un *Guide de la pratique en matière de traités internationaux* [www.dfae.admin.ch/traites], une petite brochure qui tente de décrire, aussi complètement que possible, les règles et les *bonnes pratiques* qu'elle suit en ce domaine. Ce guide sert aux négociateurs et praticiens suisses, mais peut bien sûr être utile à tous ceux qui souhaitent s'en inspirer, au sein des organisations internationales ou des représentations et capitales d'autres Etats. Outre divers index, tables et modèles pratiques, ce guide contient notamment des suggestions plurilingues de rédaction et des indications concernant langues, pleins pouvoirs, signature, ratification, réserves, etc.

La Suisse a pu mettre à jour son guide cette année. Il est ainsi disponible en sa 3^e édition de 2015, en français, allemand et anglais [www.fdfa.admin.ch/treaties].

[Le dépositaire suisse]

Ma délégation veut ensuite relever le rôle important du dépositaire d'un traité multilatéral dans le processus menant à son établissement. La Suisse exerce ce rôle pour près de 80 traités actuellement, notamment pour les Conventions de Genève pour la protection des victimes de la guerre, qui sont universelles, et leurs protocoles additionnels, qui lient respectivement 174, 168 et 72 Etats, ou encore pour la CITES [*Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora*], la Convention de Washington de 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, qui elle aussi ne lie pas moins de 181 Etats.

Les fonctions du dépositaire se limitent essentiellement au contrôle des conditions *formelles* ainsi qu'à la réception, transmission et conservation des actes des parties. En revanche, il n'appartient pas au dépositaire d'effectuer un contrôle *matériel* des actes soumis. Cette compétence appartient exclusivement aux parties, qui peuvent devoir porter un jugement matériel sur tel ou tel acte. Le dépositaire qui serait simultanément un Etat partie doit alors absolument veiller à distinguer son rôle de dépositaire de sa position en tant qu'Etat partie. La Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités, de droit coutumier sur cette question, commande au dépositaire d'agir impartialement dans l'accomplissement de ses fonctions.

Certains Etats peuvent se montrer surpris qu'un Etat dépositaire agisse parfois d'une manière qui ne leur semble pas totalement en phase avec l'attitude qu'aurait ce même Etat qui agirait exclusivement en tant que partie à un traité. Ainsi n'est-il pas toujours facile d'être dépositaire ! Mais c'est le prix à payer pour une bonne et saine gestion des traités. La Suisse agit de manière conséquente selon ces principes d'impartialité et de distinction nette entre ses rôles de partie et de dépositaire.

[Le dépositaire onusien]

La Suisse dépositaire prend bien sûr parfois exemple sur sa sœur onusienne, certes plus jeune, mais qui gère sept fois plus de traités que la Suisse à ce titre. Dans ce contexte, ma délégation se féliciterait que le Précis de la pratique du Secrétaire général en tant que dépositaire de traités multilatéraux, qui n'a pas été mis à jour depuis 20 ans, puisse être actualisé dans les meilleurs délais.

La prévisibilité, la bonne et due forme des actes remis au dépositaire, la sécurité juridique, bref l'adhésion aux traités en général y gagnerait. Sur la question d'une mise à jour de ce Précis, voire ultérieurement d'autres manuels fort utiles (sur les traités, sur les clauses finales, voire sur l'enregistrement des traités selon l'article 102 de la Charte), ma délégation souhaiterait vivement que la résolution puisse charger le Secrétaire général d'assurer une actualisation dans les meilleurs délais.

Monsieur le Président,

C'est avec un vœu que ma délégation désire conclure. En cette période où d'aucuns perdent foi et courage envers les traités multilatéraux, puissions-nous par une

meilleure connaissance et diffusion des processus, réduire concrètement les difficultés formelles relatives aux traités, au moins autant qu'augmentent parallèlement les difficultés matérielles de parvenir à des accords.

Monsieur le Président, je vous remercie de votre attention.

Unofficial translation

Mr Chairman,

Switzerland thanks the Secretary-General for his annual report, which provides an excellent overview of the broad range of activities of the United Nations system on the rule of law and thereby clearly demonstrates the cross-cutting nature and linkages of the rule of law to all three pillars of the United Nation [peace and security, human rights, development].

We also express our thanks to the Rule of Law Coordination and Resource Group (ROLCRG, chaired by the Deputy Secretary-General and supported by the Rule of Law Unit, for all the work done to ensure coordination and coherence across the broad rule of law agenda. In this regard, my delegation is also very grateful for the valuable informal briefings that have been carried out during the inter-sessional period, co-hosted by the Rule of Law Unit on behalf of the Rule of Law Coordination and Resource Group (ROLCRG), together with Austria, Liechtenstein and Mexico. They have provided us with an opportunity to hear in more detail about the different aspect of the rule of law work of the organization, and we look forward to further briefings in the future.

We also look forward to being briefed by the Rule of Law Unit at the beginning of our informal consultations, as has been the practice.

Before getting to the core of the matter, my delegations also wishes to thank OLA for introducing the report on behalf of the Deputy Secretary-General and for their introductory remarks on the subtopic of this year's discussion.

Switzerland is delighted that the sub-topic selected for this item on the agenda addresses "The Role of Multilateral Treaty Processes in Promoting and Advancing the Rule of Law". Mutual trust between those involved in codifying the law is vital if the international community is to have rules of law which are applicable and are indeed applied in the general interest.

[More treaties, or fewer?]

Allow me to make two observations on the codification of the law today. Firstly, it is said – in an unjustly pejorative manner – that the number of treaties is escalating rapidly. Secondly, you will also hear complaints that it is getting more and more difficult to codify the law, even on subjects which require it urgently.

These two observations only appear to be contradictory. Certainly, it is becoming more difficult to obtain sufficiently broad agreements on substantive binding rules for the community of states and we are making do, at best, with *soft law*. It is nonetheless true to say that, because the number of problems we are faced with is increasing, the number of treaties concluded is – fortunately – also large. Such an abundance of international agreements is without precedent in the history of international lawmaking. This development is particularly important for peace and international security.

However, as the Secretary-General outlined at the beginning of his report, the fact that the process of drawing up treaties is becoming more and more complex may be demotivating. We need to do what we can to avoid spreading discouragement, both within the UN and elsewhere. In particular, we need to improve people's understanding of the codification process.

[Best practices in establishing treaties]

In order to strengthen the rule of law in the way it handles international agreements, Switzerland has published, both in print and on the internet [www.fdfa.admin.ch/treaties] a *Practice Guide to International Treaties*, a short brochure which attempts to describe, as completely as possible, the rules and *best practices* which it observes. This guide is designed to help Swiss negotiators and practitioners but may also be useful to those working in international organisations or other countries' government and diplomatic representations. It contains a range of lists, tables and practical models, along with suggestions on drawing up treaties in several languages as well as instructions on full powers, signature, ratification, reservations, languages etc.

Switzerland updated the Guide this year; the 2015 third edition is available in English, German and French [www.dfae.admin.ch/traites].

[Switzerland as depositary]

My delegation would also like to mention the important role played by the depositary of a multilateral treaty in the process leading to its establishment. Switzerland currently exercises this role for about 80 treaties, notably for the Geneva Conventions on the Protection of War Victims, which are universal, and for their additional protocols, ratified or adhered to by 174, 168 and 72 states respectively. It is also depositary for CITES [Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora], also known as the Washington Convention of 1973, to which no fewer than 181 states are Party.

The functions of a depositary are essentially limited to checking the compliance with the *formal* requirements of an agreement and receiving, informing of and keeping

custody of the parties' treaty actions. However, it is not for the depositary to exercise a material control over the acts submitted to it. This competency lies exclusively with the States Parties, and they may have to make a material judgement on the acts. The depositary which is also a state party to the agreement has to be very careful to distinguish between its role as depositary and its position as a state party. The 1969 Vienna Convention on the Law of Treaties, of a customary nature on this issue, requires the depositary to act impartially in carrying out its functions.

Some countries may be surprised that a depositary state will sometimes act in a manner which is seemingly not quite in tune with the position it might adopt when acting solely as a party to a treaty. You see, it is not always easy being a depositary! But it is the price one has to pay to ensure that treaties are managed properly and well. Switzerland adheres consistently to these principles of impartiality, drawing a clear distinction between its roles as party and as depositary state.

[The UN as depositary]

As a depositary state, Switzerland sometimes looks up to the UN, which may be its younger sister in this regard who looks after seven times the number of agreements that Switzerland does. My delegation would therefore be delighted if the Summary of Practice of the Secretary-General as Depositary of Multilateral Treaties, which has not been updated for twenty years, could be reviewed.

This would improve the reliability and due form of the treaty actions placed with the depositary, and increase legal certainty; in a nutshell, it would improve adherence to treaties in general. [Regarding the update of this Summary, and a possible later update of other very useful manuals (on treaties, on final clauses or possibly on registering treaties according to Article 102 of the Charter), my delegation very much hopes that the resolution will task the Secretary-General with ensuring that it occurs as soon as possible.]

Mr Chairman,

My delegation would like to close by expressing a wish. At a time when some are losing faith and courage in regards to multilateral treaties, let us actively lessen the formal difficulties involved by improving the understanding of the process and familiarity with them. As it becomes increasingly difficult to reach consensus on the content of agreements, this is a particular necessity.

Thank you for your attention Mr Chairman.
